

Indice Euler Hermes d'Agilité Digitale

Quel pays offre aux entreprises le meilleur environnement pour prospérer dans une économie toujours plus digitalisée ?

- L'Indice d'Agilité Digitale (IAD) d'Euler Hermes mesure la capacité de 115 pays à fournir aux entreprises un environnement leur permettant de continuer leur développement dans un contexte de digitalisation de l'économie mondiale.
- Les Etats-Unis, l'Allemagne et les Pays-Bas occupent les trois premières places du classement. L'Europe de l'Ouest place 16 pays dans le top 30, et la France se maintient dans le premier tiers (19^{ème}).
- L'Asie tire son épingle du jeu avec 8 pays parmi le top 30. Situation plus complexe pour l'Amérique Latine, le Moyen-Orient et l'Afrique, malgré quelques rares exceptions comme le Chili, les Emirats Arabes Unis et l'Afrique du Sud.

PARIS – 15 MARS 2018 – Dans une économie mondiale en pleine digitalisation, quel pays offre aux entreprises les conditions idéales pour continuer leur développement et amorcer leur transformation digitale ? C'est ce que mesure l'Indice d'Agilité Digitale (IAD) d'[Euler Hermes](#). Le leader mondial de l'assurance-crédit évalue l'environnement digital de 116 pays selon 5 dimensions : la réglementation et l'environnement des affaires, le système éducatif et les dispositifs de recherche, la connectivité, les infrastructures logistiques et la taille du marché. En résulte une note de 0 à 100¹ qui reflète la capacité d'un pays à aider les entreprises à prospérer dans un contexte de digitalisation croissante.

L'Europe de l'Ouest récolte-t-elle les fruits du marché unique ?

Les Etats-Unis occupent la première place du classement avec un score de 87. Le pays bénéficie d'un marché imposant de par sa taille, d'un système éducatif et de dispositifs de recherches solides, et d'un environnement des affaires favorable. Trois dimensions primordiales pour favoriser la transformation digitale des entreprises et assurer leur succès face aux nouveaux défis digitaux.

Derrière la locomotive américaine, l'Europe de l'Ouest a su sauter dans le bon wagon. « *La surprise provient de l'Allemagne, qui se classe deuxième avec un score de 75,3. Même si les résultats de la digitalisation sont moins visibles en Allemagne et aux Pays-Bas qu'aux Etats-Unis, ces deux pays disposent de fondamentaux robustes en matière d'infrastructures, de connectivité et de développement des savoirs* », explique Georges Dib, économiste chez Euler Hermes et co-auteur de l'étude.

Quand on parle d'environnement favorable au développement digital des entreprises, l'Europe de l'Ouest est à la pointe, avec 16 pays classés parmi le top 30. Mieux encore, 4 pays de la zone figurent parmi le top 5 : l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse et le Royaume-Uni. La région a su profiter de la construction de l'Union Européenne, avec des pratiques réglementaires et business harmonisées, des infrastructures logistiques améliorées et des systèmes d'éducation, de formations et de recherches développés.

Et la France dans tout ça ? « *Classée 19^{ème} avec une note de 65,5, la France dispose d'un bon profil digital qui repose sur des infrastructures logistiques et commerciales efficaces, un climat des affaires plutôt favorable aux entreprises et une taille de marché conséquente à l'échelle européenne (2^{ème} marché de la zone euro). Nous sommes légèrement en retrait en matière de connectivité par rapport aux pays qui nous devancent, mais notre place dans le top 20 démontre que la France est dans les temps en matière de digitalisation* », analyse Mahamoud Islam, économiste chez Euler Hermes co-auteur de l'étude.

L'Asie présente ses champions et ses étoiles montantes

L'Asie-Pacifique apparaît également comme une région soutenant la digitalisation de l'économie et des entreprises, plaçant 8 pays dans le top 30 : le Japon (7^{ème}), Singapour (8^{ème}), Hong-Kong (9^{ème}), la Corée du Sud (10^{ème}) et la Chine (17^{ème}) montrent la voie, suivis par l'Australie (20^{ème}), la Nouvelle-Zélande (22^{ème}) et la Malaisie (30^{ème}).

¹ 0 étant le plus bas, 100 le plus haut

« D'importantes améliorations sont à noter en Thaïlande, en Inde et en Indonésie depuis l'année dernière. Ces trois pays sont les étoiles montantes de la région. En tant que géant démographique, la Chine bénéficie largement de la taille de son marché domestique mais est à la traîne quand il s'agit de connectivité », pointe Mahamoud Islam.

L'Amérique Latine, le Moyen-Orient et l'Afrique en retrait malgré quelques exceptions

La situation est plus compliquée pour les entreprises d'Amérique Latine. La faiblesse de la connectivité, les infrastructures logistiques et l'innovation sont les principales lacunes de la région. Les deux premiers pays de la zone sont le Chili (43^{ème}), grâce à un environnement des affaires relativement favorable et le Mexique (52^{ème}), grâce à la taille de son marché domestique.

Au Moyen-Orient, les Emirats Arabes Unis sont en pole position (24^{ème}), avec un score impressionnant en matière d'infrastructures logistiques, relatif à leur rôle de plateforme commerciale centrale dans la région. Les autres économies peinent à tirer leur épingle du jeu, en témoignent la 50^{ème} place de l'Arabie Saoudite et la 80^{ème} de l'Egypte.

Côté africain, l'Afrique du Sud ouvre le bal (46^{ème}) devant le Kenya (70^{ème}). Le Nigéria, malgré un marché domestique conséquent, ne se classe que 100^{ème}.

« Développer la réglementation digitale, former le capital humain, miser sur une logistique intelligente et réduire les inégalités digitales sont autant de stratégies efficaces pour améliorer son indice d'agilité digitale et aider les entreprises à suivre la transformation digitale de l'économie mondiale », conclut Ludovic Subran, Chef économiste d'Euler Hermes.

Méthodologie :

L'Indice d'Agilité Digitale mesure la capacité d'un pays à offrir aux entreprises les moyens d'assurer leur transformation digitale et de prospérer dans une économie mondiale en pleine digitalisation. Pour chaque pays, 5 indicateurs ont été étudiés :

- **Réglementation et environnement des affaires** : nous avons utilisé l'indicateur « Distance to Frontier » du classement « Doing Business » de la Banque Mondiale.
- **Système éducatif et dispositifs de recherche** : nous avons utilisé les scores d'enseignement supérieur - formation et d'innovation développés par le World Economic Forum.
- **Connectivité** : nous avons analysé le nombre de personnes utilisant internet en % de la population, les souscriptions de lignes téléphoniques fixes et mobiles pour 100 personnes, et le nombre de serveurs sécurisés pour 100 personnes.
- **Infrastructures logistiques** : nous avons utilisé le « Logistic Performance Index » du classement « Doing Business » de la banque mondiale.
- **Taille du marché** : nous avons analysé le nombre d'utilisateurs d'internet et leur revenu.

Contacts media :

Euler Hermes France

Maxime Demory +33 (0)1 84 11 35 43

maxime.demory@eulerhermes.com

Euler Hermes Group

Jean-Baptiste Mounier +33 (0)1 84 11 51 14

jean-baptiste.mounier@eulerhermes.com

Footprint Consultants

Cécile Jacquet +33 (0)1 80 48 14 80

cjacquet@footprintconsultants.fr

Quentin Giudicelli +33 (0)1 80 48 14 80

qgiudicelli@footprintconsultants.fr

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PNB global. Basée à Paris, la société est présente dans 52 pays avec plus de 6 050 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA par Standard & Poor's. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,6 milliards d'euros en 2017 et garantissait pour 894 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2017. Plus d'informations: www.eulerhermes.com, [LinkedIn](#) ou Twitter [@eulerhermesFR](#).

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme "peut", "va", "devrait", "s'attend à", "projette", "envisage", "anticipe", "évalue", "estime", "prévoit", "potentiel" ou "continue", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.